

LES HOSPITALO-UNIVERSITAIRES DURCISSENT LEUR MOUVEMENT

Grève et blocage des examens en février

Les hospitalo-universitaires reviennent à la charge. Ils annoncent pour début février non seulement la reprise de la grève au niveau des CHU mais également le gel de toutes les activités d'enseignement avec blocage des examens de médecine, de pharmacie et de chirurgie dentaire.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - La tendance qui s'était dégagée lors des assemblées générales tenues mardi dernier s'est confirmée jeudi : le conseil extraordinaire du Syndicat national des professeurs et docents des sciences médicales a décidé de durcir le ton. Le principe de la reconduction de la grève a été retenu pour le mois de février.

Le débrayage touchera non seulement les activités de soins mais s'étendra également aux activités d'enseignement.

Les hospitalo-universitaires menacent de bloquer les examens des étudiants de médecine, de pharmacie et de chirurgie

dentaire devant avoir lieu prochainement. Un préavis de grève sera déposé dans les prochains jours.

La décision du Syndicat national des hospitalo-universitaires chercheurs fait suite à une grève cyclique de trois jours qui avait perturbé le fonctionnement des CHU.

Une grève qui se voulait cyclique et donc reconductible pour cette semaine mais après le dépôt de plainte du ministère de la Santé et la décision de justice qui a tranché sur l'illégalité du débrayage, le syndicat, tout en se disant scandalisé par la démarche de la tutelle, a fait savoir qu'il respectait la décision

de justice mais promet de revenir à la charge dès le mois prochain.

Les hospitalo-universitaires dénoncent la pénurie quasi chronique des médicaments au niveau des CHU et dont ils subissent les conséquences au quotidien.

Le P^r Djidjeli, président du Syndicat national des professeurs et docents des sciences médicales, expliquait que «cette pénurie, nous la subissons depuis Barkat. Nous avons multiplié les courriers pour dire que nous ne pouvions pas continuer à subir les conséquences de la pénurie de médicaments. On ne peut pas continuer à dépenser autant avec une pénurie chronique. La facture du médicament augmente alors que les pénuries ne cessent pas, c'est une équation que l'intelligence humaine ne peut accepter». Le syndicat appelle à la mise en

place d'une commission d'enquête indépendante afin de déterminer les véritables causes de ces pénuries. Il revendique également la promulgation du régime indemnitaire. Les négociations autour de ce texte durent depuis trois années sans résultat probant.

Pire encore, le syndicat a eu à constater lors des réunions avec la Fonction publique que la mouture négociée ne ressemblait en rien à celle qui lui a été présentée.

Après avoir convié le syndicat à une réunion dont le but, affirme le président du syndicat, n'était que l'arrêt de la grève, le ministre de la Santé déclarait que son département avait «honoré tous ses engagements concernant les revendications des hospitalo-universitaires», les appelant à «la sagesse, à renoncer à la grève et à ne pas prendre le malade en otage».

Des propos qui n'ont eu pour effet que de conforter les hospitalo-universitaires dans leur démarche.

N. I.

SON CONSEIL NATIONAL DEMEURE OUVERT Le SNPSP temporise

Le conseil national du Syndicat national des praticiens de la santé publique (SNPSP) a décidé de convoquer une autre réunion extraordinaire à partir du 15 février afin de poursuivre l'examen des différentes revendications toujours en suspens. Réunis ce week end, les praticiens de la santé publique ont eu à débattre de l'amendement du statut particulier et du régime indemnitaire, concluant à la nécessité de temporiser afin de mieux peaufiner des actions qui pourraient être décidées avec d'autres syndicats inscrivant à l'ordre du jour ces mêmes revendications.

Les membres du SNPSP ont également longuement débattu des conditions dans lesquelles exercent les praticiens qui font face non seulement à des pénuries récurrentes mais également à une insécurité quasi permanente, notamment dans les services des urgences.

A l'ordre du jour également du conseil national, les problèmes rencontrés par des praticiens désireux de s'inscrire au niveau des conseils ordinaires régionaux et auxquels ces mêmes conseils réclament des cotisations antérieures à 1998 alors qu'un accord avait été trouvé pour que le compteur soit remis à zéro à partir de 2006. Le SNPSP espère un règlement de ce problème après la tenue prochaine d'une assemblée nationale du Conseil de l'ordre.

N. I.

S. A.

CORPS COMMUNS ET OUVRIERS PROFESSIONNELS DE L'ÉDUCATION

Grève de cinq jours à partir de demain

A l'appel de leur syndicat, les corps communs et les ouvriers professionnels de l'éducation nationale entament, à partir de demain, une grève de cinq jours. Ils demandent la prise en charge de leur plate-forme de revendications.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - Les syndicats du secteur de l'éducation nationale investissent les uns après les autres le terrain de la protestation. Les ouvriers professionnels, les secrétaires, les agents de laboratoire, les attachés d'administration, les documentalistes et les informaticiens, affiliés au Syndicat national des corps communs des ouvriers professionnels de l'éducation nationale (SNCCOPEN), paralyseront, à partir de demain, les établissements scolaires.

Après plusieurs rassemblements, qui n'ont pas amené la tutelle à ouvrir les négociations, le Syndicat a décidé, lors de son dernier conseil national, réuni fin décembre dernier, d'aller vers une grève nationale de cinq jours. Le syndicat réclame la révision de la classification catégorielle et de la promotion interne de l'ensemble des corps, spécialement les ouvriers professionnels qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté, l'intégration des corps communs et ouvriers professionnels dans le décret exécutif 08/315 en incluant l'octroi de la prime pédagogique aux laborantins et la prime de documentation aux documentalistes, aux administratifs et aux informaticiens avec effet rétroactif à compter de l'année 2005. Il demande aussi la généralisation du bénéfice de la prime du Grand-Sud et de la prime du logement, la générali-

sation de l'octroi de la prime de rendement aux taux de 40% au lieu de 30% au profit des corps communs et ouvriers professionnels et le statut particulier aux agents de sécurité.

Le syndicat dénonce, dans un communiqué rendu public, «avec fermeté le mépris à l'encontre des corps communs et ouvriers professionnels caractérisé par les récentes révisions des régimes indemnitaires uniquement des corps pédagogiques».

Le Syndicat des corps communs et ouvriers professionnels, déterminé à arracher les droits socioprofessionnels des 130 000 fonctionnaires du secteur, réunira son conseil national, en fin de semaine, afin de décider des futures actions, en cas d'absence de réaction de la tutelle à leur mouvement.

TIPASA

Le syndicat national de la formation professionnelle monte au créneau

Un conclave réunissant les secrétaires généraux des 48 wilayas du syndicat UGTA de la formation professionnelle s'est tenu ce jeudi au siège du CFPA de Cherchell, dans la wilaya de Tipasa, sous la houlette du secrétariat général de la Fédération nationale de la formation professionnelle.

Ce fut en marge de ce conclave que Sana Tayeb, le secrétaire général de cette fédération, a bien voulu nous préciser les grands axes de cette conférence nationale. «Notre présence ici a pour but de nous concerter en vue de débattre du système de rémunération actuel des fonctionnaires de la formation professionnelle. Permettez-moi de rappeler que notre secteur est constitué de 52 000 fonctionnaires dont plus de 35 000 sont adhérents du syndicat UGTA. Cela pour dire que cette force

reste incontournable», a déclaré, en substance, M. Sana.

Invité à préciser les attentes de son secteur, le SG de cette fédération dira : «Si aujourd'hui, notre secteur évolue dans le cadre du décret exécutif 10/224 du 30 septembre 2010, depuis 12 années, il convient d'admettre qu'il se situe aux antipodes de la réalité salariale en matière de rémunération et d'évolution de la profession. Dans la pratique, on a décelé des dysfonctionnements qui pénalisent grandement les fonc-

tionnaires. Plusieurs dispositions particulières en matière de classification sont omises, notamment l'inégalité intersectorielle en matière de rémunération et de classification des missions identiques et requérant le même profil. Tout en souhaitant que le secteur évolue dans la sérénité, en dehors des bouleversements sociaux, nous avons présenté un avant-projet de modification du décret 10/224 cité plus haut», martelé M. Sana.

A la question de savoir si le problème posé aujourd'hui est seulement d'ordre salarial, M. Sana évoque d'autres situations conflictuelles, voire bloquantes, à l'instar de l'évolution des carrières : «Le verrouillage de l'évolution dans certains postes de travail constitue l'essence de

notre conclave aujourd'hui. Il s'agit de l'impossibilité à certains professeurs et autres ingénieurs d'accéder aux postes supérieurs, du fait de leur statut. Je cite le cas des professeurs d'enseignement professionnel, qui ne peuvent accéder aux postes supérieurs de direction ou de professeurs spécialisés, malgré le cumul d'une importante ancienneté, technicité et aptitude professionnelle, qui n'a rien à envier aux grands diplômés des universités. Ces professeurs, qui furent le noyau qui a permis à la formation professionnelle de former des techniciens de valeur qui font tourner les usines et les installations économiques, agricoles, énergétiques et pétrolières de l'Algérie, méritent plus de considération et qu'on

consente enfin à leur ouvrir les passerelles nécessaires à leur promotion et à leur évolution, soit par des formations universitaires complémentaires, soit par un système validant l'ancienneté.»

Se situant au cœur de la réalité algérienne et les turbulences que connaît le monde, M. Sana Tayeb avertit : «Notre secteur, qui revendique en silence, dans le cadre des lois de la République, fort de ses milliers d'adhérents, bénéficie de l'appui inconditionnel du secrétariat national de l'UGTA et souhaite que les préoccupations de nos fonctionnaires soient prises en charge avec célérité et dans le respect des partenaires sociaux.»

L. Houari